



**RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE  
POUR ÉLIMINER LE COMMERCE ILLICITE  
DES PRODUITS DU TABAC**

**Troisième session (reprise)  
Panama (Panama), 12-15 février 2024**

**FCTC/MOP3(14)  
14 février 2024**

## **DÉCISION**

### **FCTC/MOP3(14) Amendements au Règlement intérieur de la Réunion des Parties**

La Réunion des Parties,

Prenant en considération l'article 33.4 du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, qui dispose que le Règlement intérieur de la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac s'applique *mutatis mutandis* à la Réunion des Parties, à moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement ;

Rappelant que son Règlement intérieur a été adopté dans la décision FCTC/MOP1(1) ;

Considérant que le Règlement intérieur de la Conférence des Parties a été adopté dans la décision FCTC/COP1(8) et amendé dans les décisions FCTC/COP6(24), FCTC/COP7(28), FCTC/COP8(11) et FCTC/COP10(24) ;

Prenant note du rapport du Secrétariat de la Convention présenté dans le document FCTC/MOP/3/13, dans lequel figurent les amendements éventuels au Règlement intérieur de la Réunion des Parties, conformément à la recommandation du Bureau ;

Reconnaissant qu'il importe de mettre à jour le Règlement intérieur de la Réunion des Parties afin de faciliter le bon fonctionnement de celle-ci ;

Reconnaissant par ailleurs la nécessité de garantir la coordination entre les organes directeurs du Protocole et de la Convention-cadre de l'OMS,

1. ADOPTE les amendements au Règlement intérieur de la Réunion des Parties, tels qu'ils figurent à l'annexe de la présente décision ;

2. DÉCIDE :

a) d'appliquer avec effet immédiat l'amendement à l'article 60 concernant l'adoption provisoire du rapport de chaque session de la Réunion des Parties ;

b) de préciser que les comptes rendus des séances plénières, tels que visés aux articles 60 et 64 du Règlement intérieur de la Réunion des Parties, s'entendent comme incluant les fichiers audio ;

3. PRIE le Bureau de la Réunion des Parties d'examiner périodiquement la nécessité d'amender le Règlement intérieur de la Réunion des Parties et, le cas échéant, de proposer des amendements à la Réunion des Parties, et d'agir en coordination avec le Bureau de la Conférence des Parties lorsque les articles concernés portent sur des questions communes.

## ANNEXE

## AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA RÉUNION DES PARTIES

<b>Article 2 (Définitions)</b>	<p>12. On entend par séances ou réunions « publiques » des séances ou réunions auxquelles peuvent assister les Parties, les États et les organisations d'intégration économique régionale qui ne sont pas Parties au Protocole les États non Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac qui sont des Membres associés de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ou tout autre État membre de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétariat et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales accréditées par la Réunion des Parties conformément aux articles 30 et 31, respectivement, les médias accrédités et les membres du public ;</p> <p>13. On entend par séances ou réunions « ouvertes » des séances ou réunions auxquelles peuvent assister les Parties, les États et les organisations d'intégration économique régionale qui ne sont pas Parties au Protocole, les États non Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac qui sont des Membres associés de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ou tout autre État membre de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétariat, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales qui ont le statut d'observateur à la Réunion des Parties conformément aux articles 30 et 31, respectivement, <b>et, à moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement, les médias accrédités ;</b></p>
<b>Article 8 (Ordre du jour)</b>	<p>Pour chaque session ordinaire, le Secrétariat distribue l'ordre du jour provisoire ainsi que les autres documents de réunion dans les langues officielles aux Parties et aux observateurs invités à assister à la session en application des articles 29, 30 et 31, au moins <b>soixante-quinze</b> jours avant la date d'ouverture de la session.</p>
<b>Article 15 (Secrétariat)</b>	<p>Outre les fonctions spécifiées dans le Protocole, notamment à l'article 34, le Secrétariat, en application du présent Règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) assure des services d'interprétation pendant la session ;</li> <li><b>b) organise la retransmission en direct sur le Web de tous les points de l'ordre du jour examinés en séance plénière, sauf décision contraire des Parties, sur recommandation du Bureau au début de chaque session, sous réserve que d'éventuels problèmes techniques soient résolus et que des ressources financières soient disponibles ;</b></li> <li><b>c) organise des sessions en ligne de la Réunion des Parties, sur décision concertée du Bureau de la Réunion des Parties et du Bureau de la Conférence des Parties, lorsqu'une situation extraordinaire rend de telles mesures exceptionnelles nécessaires ;</b></li> <li>d) reçoit, traduit, reproduit et distribue les documents de la session ;</li> <li>(...)</li> </ul>

<b>Article 24ter (Membres du Bureau)</b>	<p>1. Outre les fonctions que la Réunion des Parties peut lui assigner périodiquement, et outre celles décrites dans les articles 6, 9, 19 et 21 à 24, le Bureau assume les fonctions suivantes :</p> <p><b>a) formulation de recommandations, en accord</b> avec le Bureau de la Conférence des Parties, à l'intention du Directeur général de l'OMS concernant la nomination du Chef du Secrétariat, <b>y compris la désignation d'un Chef par intérim du Secrétariat en cas de besoin ;</b></p> <p>(...)</p>
<b>Article 29 (Observateurs)</b>	<p>Toute Partie à la Convention qui n'est pas Partie au Protocole, tout État Membre de l'OMS qui n'est pas Partie à la Convention, tout Membre associé de l'OMS, ou tout autre État qui n'est pas Partie à la Convention, mais qui est membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et toute organisation d'intégration économique régionale, telle que définie à l'article <b>1.11 du Protocole</b>, qui n'est pas Partie au Protocole, peuvent assister aux séances publiques ou ouvertes de la Réunion des Parties ou aux réunions de ses organes subsidiaires en qualité d'observateur.</p>
<b>Article 60 (Langues et comptes rendus)</b>	<p>Les comptes rendus des sessions plénières de la Réunion des Parties ainsi que les rapports de chaque session de la Réunion des Parties et de ses organes subsidiaires sont établis dans les six langues de travail. Les rapports, rédigés par le Rapporteur avec le soutien du Secrétariat, détaillent la procédure suivie et intègrent toutes les décisions.</p>

(Quatrième séance plénière, 14 février 2024)

= = =